

Accord régional
ÉPARGNE SALARIALE
DE LA CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT
(ALSACE)
(17 mai 2005)

(Etendu par arrêté du 28 février 2006)

AVENANT N° 1 DU 21 MARS 2007
À L'ACCORD PARITAIRE RELATIF À L'ÉPARGNE SALARIALE
NOR : ASET0751056M

Entre :

La confédération de l'artisanat d'Alsace,

D'une part, et

L'union régionale CFTC Alsace ;

L'union régionale CFE-CGC Alsace ;

L'union régionale CGT Alsace,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Il a été conclu le présent avenant à l'accord paritaire régional sur l'épargne salariale de la confédération de l'artisanat d'Alsace conclu le 17 mai 2005 (ci-après dénommé « Accord »).

Le présent avenant a pour objet d'actualiser l'accord conformément à la législation actuellement applicable, et notamment conformément aux dispositions de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié, et portant diverses dispositions d'ordre économique et social.

Article 1^{er}

Afin de prendre acte de l'extension de l'accord suite à la publication de l'arrêté du 28 février 2006, le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de l'accord dénommé « Champ d'application » est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Les dispositions de l'accord ont fait l'objet d'une extension, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, à

l'exception des entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics d'Alsace, et à l'exclusion de certains articles énumérés par l'arrêté du 28 février 2006 portant extension d'un accord paritaire régional (Alsace) dans le secteur de l'artisanat. »

Article 2

Les termes de l'article 4 de l'accord dénommé « Bénéficiaires » sont modifiés comme suit :

Afin de permettre, conformément à la législation actuellement applicable, au conjoint du chef d'entreprise de bénéficier des dispositions de l'accord, le premier et le deuxième paragraphe sont remplacés par ce qui suit :

« Tout salarié d'une entreprise pourra bénéficier des dispositions de l'accord et adhérer individuellement au PEI et/ou au PERCO-I.

Il est de même pour le chef d'entreprise, le conjoint du chef d'entreprise s'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé, le président, les directeurs généraux, les gérants et les membres du directoire lorsque l'effectif habituel de l'entreprise comprend au moins 1 et au plus 100 salariés en sus du dirigeant. »

Afin de permettre, conformément à la législation actuellement applicable, aux anciens salariés ayant quitté l'entreprise, pour quelque motif que ce soit, d'effectuer des versements au PERCO-I, le cinquième paragraphe est remplacé par ce qui suit :

S'agissant du PEI, les anciens salariés ayant quitté l'entreprise à la suite d'un départ à la retraite ou en préretraite peuvent continuer à y effectuer des versements, à condition d'avoir effectué au moins un versement avant leur départ et sans toutefois bénéficier de l'abondement.

« S'agissant du PERCO-I, les anciens salariés ayant quitté l'entreprise, pour quelque motif que ce soit, peuvent continuer à y effectuer des versements, à condition d'avoir effectué au moins un versement avant leur date de départ. Ces versements ne bénéficient pas de l'abondement de l'entreprise et les frais afférents à leur gestion sont à la charge exclusive de l'ancien salarié qui effectue ces versements. Cette possibilité n'est pas ouverte au salarié qui a accès à un plan d'épargne pour la retraite collectif dans la nouvelle entreprise où il est employé. »

Article 3

A l'article 7 de l'accord dénommé « Désignation de l'établissement teneur de registres », le terme « Nataxis Interépargne » est remplacé par celui de « Nataxis Interépargne ».

Article 4

Les termes de l'article 8 de l'accord dénommé « Modalités d'information », sont modifiés comme suit :

Les termes de l'article 8.1, dénommé « Obligations incombant à l'établissement teneur de registres », sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« Toute acquisition de parts au nom des salariés faite dans le cadre de la participation, donne lieu à la remise à chaque épargnant d'une fiche distincte du bulletin de salaire.

Cette fiche indique :

- le montant total de la réserve spéciale de participation pour l'exercice écoulé ;
- le montant des droits qui lui sont attribués, le montant de la CSG et de la CRDS y afférent et leur mode de gestion ;
- l'organisme auquel est confié la gestion de ces avoirs ;
- la date à partir de laquelle lesdits avoirs seront négociables ou exigibles ;
- les cas dans lesquels ils peuvent être exceptionnellement liquidés ou transférés avant l'expiration de ce délai.

Par ailleurs, lors de chaque acquisition faite pour son compte à la suite de versements dans le plan, l'épargnant recevra un relevé nominatif précisant notamment la date d'acquisition, le nombre de parts et dix millièmes de part acquis et le montant total d'acquisition.

En outre, il reçoit chaque année un relevé de la situation de son compte (1).

Pour ce faire, chaque épargnant s'engage à informer l'entreprise et Natixis interépargne de ses changements d'adresse. »

A l'article 8.3 dénommé « Obligation de l'entreprise vis-à-vis des bénéficiaires des plans », il est ajouté ce qui ce suit :

« Lors de la conclusion de son contrat de travail, le salarié reçoit un livret d'épargne salariale présentant l'ensemble des dispositifs d'épargne salariale proposé par l'entreprise.

Toute modification de l'accord ou des modalités d'abondement applicables dans l'entreprise sera immédiatement communiquée par l'entreprise à l'ensemble de son personnel par voie d'affichage. »

Le premier paragraphe de l'article 8.4 dénommé « Epargnants ayant quitté l'entreprise » est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« L'épargnant quittant l'entreprise reçoit un état récapitulatif de l'ensemble des sommes épargnées ou transférées dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale mis en place au sein de son entreprise.

Le premier état récapitulatif fait l'objet de l'établissement d'un livret d'épargne salariale remis à l'épargnant. »

Article 5

Afin de prendre en compte le changement de dénomination et le montant du capital social du dépositaire de la société de gestion et du teneur de compte, les termes de l'article 9 de l'accord, dénommé « Affectation et gestion des sommes », sont modifiés comme suit :

Le deuxième paragraphe est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Ces FCPE sont gérés par la société Natexis Asset Management, société anonyme au capital de 30 468 505 € dont le siège social est à Paris 12^e, 68-76, quai de la Rapée. »

(1) Le relevé des opérations pourra faire office de relevé annuel.

Le quatrième paragraphe est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Natixis, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 1 948 292 400 €, dont le siège social est à Paris 7^e, rue Saint-Dominique, n° 45, est l'établissement dépositaire des FCPE composant le portefeuille. Il s'engage à employer les sommes versées dans un délai maximum de 15 jours à compter de leur inscription sur les comptes des FCPE. »

Les cinquième paragraphe et suivants sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« Natixis Interépargne, société anonyme au capital de 1 951 782 928 €, dont le siège social est à Paris 12^e, 68-76, quai de la Rapée est le teneur de compte conservateur des parts des épargnants au(x) plan(s) pour chaque FCPE composant le portefeuille.

Les frais afférents à la tenue des comptes sont pris en charge par l'entreprise. Ces frais cessent d'être à la charge de l'entreprise après le départ de l'épargnant. Dès lors que l'entreprise en a informé Natixis Interépargne, ces frais incombent aux épargnants concernés et sont perçus par prélèvement sur leurs avoirs. »

Article 6

Les termes de l'article 13 de l'accord dénommé « Alimentation du PEI », sont modifiés comme suit :

Afin de préciser les plafonds de versements applicables au conjoint du chef d'entreprise, conformément à la législation actuellement applicable, il est ajouté ce qui suit après le premier paragraphe de l'article 13.1 :

« Pour le conjoint du chef d'entreprise ayant le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé mentionné à l'article L. 121-4 du code de commerce, et pour le salarié dont le contrat de travail est suspendu, qui n'ont perçu aucune rémunération au titre de l'année précédente, le montant total de leurs versements volontaires effectués annuellement ne peut excéder le quart du plafond annuel de la sécurité sociale (1). »

Afin de permettre aux entreprises d'abonder les sommes issues de l'intéressement, le dernier paragraphe de l'article 13.2 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Le versement de l'intéressement donne lieu à l'abondement prévu à l'article 13.5 du présent accord. L'intéressement versé au PEI par un salarié ayant quitté l'entreprise pour quelque motif que ce soit ne bénéficiera pas de l'abondement. »

Afin de prendre en compte, les dispositions de la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie, modifiant celles applicables en matière de transfert individuel, l'article 13.4 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Les épargnants peuvent demander le transfert individuel sur le PEI des avoirs qu'ils détiennent dans le cadre d'un autre plan d'épargne comportant une durée de blocage d'une durée minimale équivalente ou d'un accord de participation, qu'il y ait ou non rupture de leur contrat de travail.

(1) Soit 8 046 € en 2007.

Le transfert des avoirs indisponibles détenus au sein d'un PERCO-I vers le PEI n'est pas autorisé.

Les sommes transférées ne sont pas prises en compte pour l'appréciation du plafond de versement prévu à l'article L. 443-2 du code du travail.

Les sommes transférées ne donnent pas lieu à abondement, sauf si le transfert a lieu à l'expiration de leur délai d'indisponibilité. »

Afin de prendre en compte les nouveaux plafonds d'abondement mis en place par la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et l'actionnariat salarié, et également de permettre l'abondement de l'intéressement, les termes de l'article 13.5 sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« En application de l'article L. 443-1-1 du code du travail, l'aide de l'entreprise consiste en la prise en charge des frais de tenue de compte des participants dans les conditions visées à l'article 9 et des frais relatifs à la tenue des conseils de surveillance des FCPE. Cette prise en charge est appelée annuellement. L'entreprise ne supporte ces frais que dans la mesure où un de ses salariés ou dirigeants a adhéré personnellement au PEI.

Au-delà de cette participation minimale obligatoire, l'entreprise peut effectuer un versement complémentaire qui demeure facultatif. Par année civile et par épargnant, le montant total des versements constituant l'abondement de l'entreprise ne pourra ni dépasser le triple de ses versements, ni excéder le plafond légal en vigueur, soit 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale (1). Ce plafond tient compte, le cas échéant, de l'abondement versé audit épargnant par l'entreprise dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise (ou PEG) ou d'un plan d'épargne interentreprises.

L'employeur opère son choix en déterminant le taux ainsi que le plafond applicables à chaque type de versement (versements volontaires, intéressement, transferts ayant lieu à l'expiration de la période d'indisponibilité) parmi les options suivantes :

- taux applicable : chaque versement volontaire peut être abondé à hauteur de 25 %, 50 %, 70 %, 100 %, 150 %, 200 %, 250 %, 300 %, selon le choix de l'employeur.
- plafond applicable : par an et par épargnant, l'abondement versé par l'entreprise est plafonné à hauteur 500 €, 750 €, 1 000 €, 1 250 €, 1 500 €, 1 750 €, 2 000 €, 2 300 €, ou 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale, selon le choix de l'employeur.

L'employeur peut modifier son choix initial d'abondement en respectant l'une des modalités ci-dessus indiquées. Il informe son personnel de la règle d'abondement qu'il a retenue et, le cas échéant, de toute modification ultérieure.

L'employeur effectue le versement de l'abondement dans le PEI au plus tard à la fin de chaque exercice, déduction faite de la CSG et de la CRDS au titre des revenus d'activité. Si l'épargnant quitte l'entreprise en cours d'exercice, l'abondement est versé avant son départ. »

(1) Soit 2 574,72 € en 2007.

Article 7

Les termes de l'article 14 de l'accord dénommé « Composition des portefeuilles » sont modifiés comme suit :

Afin de se conformer aux dispositions légales selon lesquelles le PEI doit indiquer l'orientation de gestion et le profil de risque des FCPE, l'article 14.1 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« La totalité des sommes versées dans le PEI sont investies, selon le choix individuel de l'épargnant, en parts ou dix millièmes de parts des FCPE suivants :

FCPE “Fructi ISR Sécurité”

Ce FCPE est classé dans la catégorie FCPE Monétaire euro. A ce titre, il est géré à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité de 0 à 0,5. Les principaux risques sont les suivants :

- risque de taux : le FCPE est en permanence exposé pour une part importante de son actif en instruments de taux de la zone euro. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de hausse des taux d'intérêt de la zone euro. En outre, plus la sensibilité du Fonds (pourcentage de variation de la valeur liquidative) est élevée et plus le risque de taux auquel il s'expose l'est également et inversement. En l'espèce, compte tenu d'une faible sensibilité (de 0 à 0,5), le risque de taux demeure faible ;
- risque de crédit : il s'agit du risque de défaillance de l'émetteur et du risque de dépréciation pouvant affecter les titres en portefeuille résultant de l'évolution des marges émetteurs (écartement des spreads). En raison de stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque de crédit modéré.

FCPE “Fructi ISR Rendement solidaire”

Ce FCPE est classé dans la catégorie FCPE diversifié. A ce titre, le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers de la zone euro ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Les principaux risques sont les suivants :

- risque actions : il s'agit du risque de baisse des actions, lié à l'exposition du portefeuille en actions. Le FCPE est en permanence investi pour une part importante de son actif en actions. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de recul des marchés actions. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque actions important ;
- risque de taux : il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. Le FCPE est en permanence exposé pour une part importante de son actif en instruments de taux. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de hausse des taux d'intérêt. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque de taux important.
- risque de change : le FCPE est soumis à un risque de change. En effet, pour les investissements effectués dans une devise autre que l'euro, il existe un risque de baisse de cette devise par rapport à la devise de référence du FCPE, l'euro.

Ce risque peut entraîner une baisse de la valeur liquidative. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE peut être soumis à un risque de change supérieur à 30 % de l'actif pour ce qui concerne les valeurs mobilières étrangères hors zone euro.

FCPE “Fructi ISR Equilibre”

Ce FCPE est classé dans la catégorie FCPE diversifié. A ce titre, le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers de la zone euro ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Les principaux risques sont les suivants :

- risque actions : il s'agit du risque de baisse des actions, lié à l'exposition du portefeuille en actions. Le FCPE est en permanence investi pour une part importante de son actif en actions. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de recul des marchés actions. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque actions important ;
- risque de taux : il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. Le FCPE est en permanence exposé pour une part importante de son actif en instruments de taux. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de hausse des taux d'intérêt. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque de taux important ;
- risque de change : le FCPE est soumis à un risque de change. En effet, pour les investissements effectués dans une devise autre que l'euro, il existe un risque de baisse de cette devise par rapport à la devise de référence du FCPE, l'euro. Ce risque peut entraîner une baisse de la valeur liquidative. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE peut être soumis à un risque de change supérieur à 30 % de l'actif pour ce qui concerne les valeurs mobilières étrangères hors zone euro.

FCPE “Fructi ISR Croissance”

Ce FCPE est classé dans la catégorie FCPE Actions internationales. A ce titre, le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 60 % au moins sur un marché d'actions étranger ou sur des marchés d'actions de plusieurs pays, dont éventuellement le marché français.

Les principaux risques sont les suivants :

- risque actions : il s'agit du risque de baisse des actions, lié à l'exposition du portefeuille en actions. Le FCPE est en permanence investi pour une part importante de son actif en actions. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de recul des marchés actions. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque actions important ;
- risque de taux : il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. Le FCPE est en permanence exposé pour une part restreinte de son actif en instruments de taux. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de hausse des taux d'intérêt. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque de taux modéré ;
- risque de change : le FCPE est soumis à un risque de change. En effet, pour les investissements effectués dans une devise autre que l'euro, il existe un risque de baisse de cette devise par rapport à la devise de référence du FCPE, l'euro. Ce risque peut entraîner une baisse de la valeur liquidative. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE peut être soumis à un risque de change supérieur à 30 % de l'actif pour ce qui concerne les valeurs mobilières étrangères hors zone euro.

FCPE “Fructi ISR Performance”

Ce FCPE est classé dans la catégorie FCPE Actions internationales. A ce titre, le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 60 % au moins sur un marché d'actions étranger ou sur des marchés d'actions de plusieurs pays, dont éventuellement le marché français.

Les principaux risques sont les suivants :

- risque actions : il s'agit du risque de baisse des actions, lié à l'exposition du portefeuille en actions. Le FCPE est en permanence investi pour une part importante de son actif en actions. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de recul des marchés actions. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque actions important ;
- risque de taux : le FCPE est en permanence investi pour une part restreinte de son actif en instruments de taux. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de hausse des taux d'intérêt de la zone euro. En outre, plus la sensibilité du fonds (pourcentage de variation de la valeur liquidative) est élevée et plus le risque de taux auquel il s'expose l'est également et inversement. En l'espèce, compte tenu d'une faible sensibilité (de 0 à 0,5), le risque de taux demeure très faible ;
- risque de change : le FCPE est soumis à un risque de change. En effet, pour les investissements effectués dans une devise autre que l'euro, il existe un risque de baisse de cette devise par rapport à la devise de référence du FCPE, l'euro. Ce risque peut entraîner une baisse de la valeur liquidative. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE peut être soumis à un risque de change supérieur à 30 % de l'actif pour ce qui concerne les valeurs mobilières étrangères hors zone euro.

FCPE “Fructi ISR Dynamique”

Ce FCPE est classé dans la catégorie FCPE Actions internationales. A ce titre, le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 60 % au moins sur un marché d'actions étranger ou sur des marchés d'actions de plusieurs pays, dont éventuellement le marché français.

La performance du Fonds dépend majoritairement de l'évolution des marchés sur lesquels le FCPE est investi, dans le cadre de la stratégie d'investissement décrite au paragraphe précédent. Dans ces conditions, le capital investi pourrait ne pas être intégralement restitué, y compris pour un investissement réalisé sur la durée de placement recommandée.

Les principaux risques sont les suivants :

- risque actions : il s'agit du risque de baisse des actions, lié à l'exposition du portefeuille en actions. Le FCPE est en permanence investi pour une part importante de son actif en actions. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de recul des marchés actions. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque actions important ;
- risque de taux : il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. Le FCPE est en permanence exposé pour une part restreinte de son actif en instruments de taux. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de hausse des taux d'intérêt. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque de taux modéré ;

- risque de change : le FCPE est soumis à un risque de change. En effet, pour les investissements effectués dans une devise autre que l'euro, il existe un risque de baisse de cette devise par rapport à la devise de référence du FCPE, l'euro. Ce risque peut entraîner une baisse de la valeur liquidative. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE peut être soumis à un risque de change supérieur à 30 % de l'actif pour ce qui concerne les valeurs mobilières étrangères hors zone euro.

L'orientation de la gestion, le profil de risque et la composition du portefeuille de chacun de ces FCPE sont précisés aux notices annexées et dans leur règlement respectif. »

Afin de se conformer à la réglementation actuellement applicable, à l'article 14.2, après les termes « les frais y afférents sont à la charge de l'épargnant », il est ajouté « (à l'exception d'une modification annuelle du choix de placement qui est prise en charge par l'entreprise au titre des prestations de tenue de compte conservation). »

Article 8

Les termes de l'article 17 de l'accord dénommé « Alimentation du PERCO-I » sont modifiés comme suit :

A l'article 17.1, les termes « Les versements issus de la participation et de l'intéressement au PERCO-I n'ouvrent par ailleurs pas droit à l'abondement » sont supprimés et remplacés par les termes suivants : « Les versements issus de la participation et de l'intéressement au PERCO-I ouvrent par ailleurs droit à l'abondement dans les conditions prévues à l'article 17.3. L'intéressement versé au PERCO-I par un salarié ayant quitté l'entreprise pour quelque motif que ce soit ne bénéficiera pas de l'abondement. »

Afin de prendre en compte les dispositions de la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie, modifiant celles applicables en matière de transfert individuel, l'article 17.2 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Les épargnants peuvent demander le transfert individuel sur le PERCO-I des avoirs qu'ils détiennent dans le cadre d'un autre plan d'épargne ou d'un accord de participation, qu'il y ait ou non rupture du contrat de travail.

Les sommes transférées ne sont pas prises en compte pour l'appréciation du plafond de versement prévu à l'article L. 443-2 du code du travail.

Les sommes transférées ne donnent pas lieu à abondement, sauf si le transfert a lieu à l'expiration de leur délai d'indisponibilité, ou si les sommes sont transférées d'un plan d'épargne entreprise (ou PEI) vers un PERCO-I. »

Afin de prendre en compte les nouveaux plafonds d'abondement mis en place par la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié, les termes de l'article 17.3 sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« En application de l'article L. 443-1-1 du code du travail, l'aide de l'entreprise consiste en la prise en charge des frais de tenue de compte des participants dans les conditions visées à l'article 9 et des frais relatifs à la tenue des conseils de surveillance des FCPE. Cette prise en charge est appelée annuellement. L'entreprise ne supporte ces frais que dans la mesure où un de ses salariés ou dirigeants a adhéré personnellement au PERCO-I.

Au-delà de cette participation minimale obligatoire, l'entreprise peut effectuer un versement complémentaire qui demeure facultatif. Par année civile et par épargnant, le montant total des versements constituant l'abondement de l'entreprise ne pourra ni dépasser le triple de ses versements ni excéder le plafond légal en vigueur, soit 16 % du plafond annuel de la sécurité sociale (1). Ce plafond tient compte, le cas échéant, de l'abondement versé audit épargnant par l'entreprise dans le cadre d'un plan de même durée.

L'employeur opère son choix en déterminant le taux ainsi que le plafond applicables à chaque type de versement (versements volontaires, intéressement, transferts ayant lieu à l'expiration de la période d'indisponibilité ou d'un plan d'épargne entreprise (ou PEL) vers le PERCO-I) parmi les options suivantes :

- taux applicable : chaque versement volontaire peut être abondé à hauteur de 25 %, 50 %, 70 %, 100 %, 150 %, 200 %, 250 %, 300 %, selon le choix de l'employeur ;
- plafond applicable : par an et par épargnant, l'abondement versé par l'entreprise est plafonné à hauteur 500 €, 750 €, 1 000 €, 1 250 €, 1 500 €, 1 750 €, 2 000 €, 2 300 €, 16 % du plafond annuel de la sécurité sociale, selon le choix de l'employeur.

L'employeur peut modifier son choix initial d'abondement en respectant l'une des modalités ci-dessus indiquées. Il informe son personnel de la règle d'abondement qu'il a retenue et le cas échéant, de toute modification ultérieure.

L'employeur effectue le versement de l'abondement dans le PERCO-I au plus tard à la fin de chaque exercice, déduction faite de la CSG et de la CRDS au titre des revenus d'activité. Si l'épargnant quitte l'entreprise en cours d'exercice, l'abondement est versé avant son départ.

L'abondement qui excède par an et par bénéficiaire le plafond fixé à l'article L. 137-5 du code de la sécurité sociale (2) est soumis à la contribution de 8,20 % au profit de la mission du fonds de réserve pour les retraites. Cette contribution est à la charge de l'entreprise. »

Article 9

Afin de se conformer à la réglementation applicable, l'article 18 de l'accord dénommé « Composition des portefeuilles » est modifié comme suit :

Aux articles 18.1 et 18.2 de l'accord, après les termes « les frais y afférents sont à la charge de l'épargnant », il est ajouté :

« (A l'exception d'une modification annuelle du choix de placement qui est prise en charge par l'entreprise au titre des prestations de tenue de compte conservation.) »

Il est ajouté, après le deuxième paragraphe de l'article 18, les dispositions suivantes :

« L'orientation de gestion et le profil de risque des FCPE composant le portefeuille sont précisés à l'article 14.1 de l'accord. »

(1) Soit 5 149,44 € en 2007.

(2) Soit 2 300 € à la date de signature du présent accord.

Article 10

L'annexe II de l'accord dénommée « Accord de participation volontaire dans le cadre du PEI » est modifiée comme suit :

Le premier alinéa est supprimé et remplacé par ce qui suit : « Le PEI et le PERCO-I pouvant recueillir les sommes issues des réserves spéciales de participation (RSP) peuvent également faire office d'accord de participation pour les entreprises de moins de 50 salariés qui ne sont pas assujetties directement à la participation. »

Conformément à la législation applicable qui modifie le bénéfice à prendre en compte pour la formule de calcul de droit commun, le B du paragraphe dénommé « Calcul de la réserve spéciale de participation » est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« B. Représente le bénéfice de l'entreprise, réalisé en France et dans les départements d'outre-mer tel qu'il est retenu pour être imposé à l'impôt sur le revenu ou aux taux de l'impôt sur les sociétés, diminué de l'impôt correspondant et majoré des bénéfices exonérés en application des dispositions des articles 44 *sexies*, 44 *sexies* A, 44 *septies*, 44 *octies*, 44 *octies* A, 44 *undecies*, 208 C et 217 *bis* du code général des impôts. Le montant du bénéfice net est attesté par l'inspecteur des impôts ou par le contrôleur légal des comptes. »

Au paragraphe dénommé « Modalités de gestion des droits attribués aux salariés », il est ajouté ce qui suit :

« L'entreprise est autorisée à payer directement aux bénéficiaires les sommes leur revenant au titre de la participation lorsque celles-ci n'excèdent pas le montant maximum fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre du travail (1).

Lors de la répartition de chaque nouvelle réserve spéciale de participation, les salariés bénéficiaires pourront opter pour l'un des modes de placement exposé ci-avant. Pour ce faire, l'entreprise remettra à chaque salarié bénéficiaire un bulletin d'option lui permettant d'exercer son choix.

Tout salarié bénéficiaire n'ayant pas répondu dans le délai prévu par ce bulletin est réputé adhérer à la formule de l'investissement en parts du fonds Fructi ISR Sécurité. »

Il est ajouté le paragraphe suivant dénommé « Indisponibilité. – Disponibilité anticipée » :

« Les droits constitués au profit des salariés en vertu de l'accord ne sont disponibles qu'à l'expiration d'un délai de 5 ans s'ouvrant le 1^{er} jour du 4^e mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel ils sont attribués.

Le salarié peut demander la liquidation anticipée de tout ou partie de ses droits du fait de la survenance de l'un des événements énumérés à l'article R. 442-17 du code du travail. »

(1) 80 € à la date de signature du présent accord, et conformément à l'arrêté du 10 octobre 2001.

Il est ajouté le paragraphe suivant dénommé « Modalités de gestion des droits attribués aux salariés » :

« Ces FCPE sont gérés par Natexis Asset Management, société anonyme au capital de 30 468 505 €, dont le siège social est à Paris 12^e, 68-76, quai de la Rapée.

L'établissement dépositaire des FCPE est Natixis, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 1 948 292 400 €, dont le siège social est à Paris 7^e, rue Saint-Dominique, n° 45.

« Natixis Interépargne, société anonyme au capital de 8 890 784 €, dont le siège social est à Paris 12^e, 68-76, quai de la Rapée, assure les opérations relatives à la tenue des comptes individuels des salariés de l'entreprise.

Les conditions dans lesquelles sont désignés les membres du conseil de surveillance des FCPE, la prise en charge de la commission de souscription éventuellement due et les conditions de prises en charge des frais de tenue de compte sont respectivement prévues aux articles 9 et 10 ci-avant.

A tout moment, en cours ou à l'issue de la période d'indisponibilité, les salariés pourront effectuer des transferts de tout ou partie de leurs avoirs entre les FCPE précités. Les frais afférents à ces opérations d'arbitrage sont supportés par le porteur de parts concerné (à l'exception d'une modification annuelle du choix de placement qui est pris en charge par l'entreprise au titre des prestations de tenue de compte conservation).

Les salariés bénéficiaires sont informés conformément aux dispositions prévues à l'article 8 ci-avant. »

Article 11

Le présent avenant est immédiatement applicable. Dès sa conclusion, ou le cas échéant après la fin du délai d'opposition de 15 jours, le présent avenant sera adressé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail, en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signé des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et une version sur support électronique.

Un exemplaire sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Fait à Paris, le 21 mars 2007.

(Suivent les signatures.)